

6 Société et Culture

Transports terrestres

Les syndicats menacent d'entrer en grève

LLIM

Libreville/Gabon

Face à ce qu'ils ont qualifié de "tracasseries policières", le Syndicat libre des transporteurs terrestres du Gabon (Sylttag) et le Syndicat national des propriétaires de taxis du Gabon (Synapotag) ont organisé, le week-end écoulé, à l'école publique de la Sorbonne, une assemblée générale dont le but visait à interpeller les pouvoirs publics quant au phénomène de contrôles intempestifs dont ils disent être l'objet depuis quelques temps.

LE président du Syndicat libre des transporteurs terrestres du Gabon (Sylttag), Jean-Robert Menie s'est insurgé, samedi dernier, contre ce qu'il a qualifié de "tracasseries policières". Il a de ce fait brandi la menace d'une grève de deux jours en déposant, hier matin, un préavis aux ministères des



Jean-Robert Menie (milieu) lors de sa déclaration.

Transports, de l'Intérieur et de la Défense, dont les agents sont mis en cause dans la récurrence de ce phénomène. Selon lui, les transporteurs terrestres feraient l'objet de contrôles abusifs de la part des agents affectés à la circulation. "Faisant le constat d'un harcèlement organisé, ces derniers temps, de la part des forces de police affectées au contrôle routier, particulièrement les motards de la police nationale, ainsi que la

brigade nord de gendarmerie (Gros-Bouquet), les transporteurs ne peuvent rester sans manifester leur mécontentement", a déclaré M. Menie. En accord avec les transporteurs présents, des pistes de solutions ont cependant été émises pour sortir de cette situation de "braquage, de péage et de coupeurs de routes", a dit le président et porte-parole des transporteurs.

Il s'agit, entre autres de "la suspension des contrôles



Une vue de l'assistance.

frauduleux, du toilettage de la section moto de la police nationale, d'un plan de contrôle cohérent entre les différents organes en charge des contrôles routiers (police nationale, gendarmerie nationale, brigade de contrôles routiers), de l'interdiction formelle de tous paiements en dehors du Trésor public, de la prise de sanctions effectives contre les agents indisciplinés..."

Interrogé hier sur les faits reprochés à la police, le commandant de la compagnie

circulation, le lieutenant Nestor Ngoyabi a reconnu que les contrôles qui sont effectués en ce moment sont certes multiples, mais se justifient par l'état des véhicules en circulation qui ne reflètent pas toujours l'expertise des documents présentés par les transporteurs. "Nous voulons bien rendre crédibles les plaintes des transporteurs, mais que dire des véhicules qui, au quotidien, provoquent des accidents de la circulation à cause de leur mauvais état,

alors que les documents affectés à leur circulation présentent une bonne tenue ? Certains poids-lourds ne respectent pas la sécurité liée au transport, pas de protection lors de l'acheminement du gravier et autres matériaux de construction, sans omettre le fait que les taxis périphériques dits "clandos" circulent en pleine ville et non dans les lieux où ils sont censés exercer", s'est défendu l'officier.

A la brigade nord où nous nous sommes également rendus en milieu de journée, il nous a été impossible d'obtenir la réaction des gendarmes en raison, nous a-t-on répondu, de l'absence du responsable des lieux lors de notre passage.

Quoiqu'il en soit, le préavis de grève déposé, hier, court jusqu'à dimanche prochain. Si aucune solution n'était trouvée d'ici-là, les transporteurs se verraient obligés de mettre un terme à leur activité pendant deux jours, à compter du lundi 31 août, ont-ils prévenu.

Droit du travail

Engagement des femmes dans le mouvement ouvrier

LBON

Libreville/Gabon

LA salle de conférence de l'hôtel Boulevard, sis aux Acae, vient d'abriter les travaux du séminaire dont le thème portait sur "l'impact de la crise économique mondiale sur la condition de la femme".

Organisées par la Confédération gabonaise du travail force libre (CGT-FL), ces assises visaient, entre autres, à apporter des rudiments nécessaires aux participantes pour leur implication dans la vie syndicale. Tout comme elles répondent à une préoccupation de la gent féminine qui se sent toujours marginalisée au sein des structures syndicales, puisque ne bénéficiant pas assez souvent de séances de formation ouvrière au même titre que les camarades masculins. Présidant la séance de clô-



La présidente du comité des femmes, Beatrice Bibalou, prononçant son allocution. Photo du milieu : Le secrétaire général de la CGT-FL, Etienne Moussavou, répondant aux questions des journalistes. Photo de droite : Une vue partielle des séminaristes à la clôture de leurs travaux.

ture, le secrétaire général de la CGT-FL, Etienne Moussavou a encouragé les participantes venues des représentations syndicales provinciales, à s'approprier les acquis dudit séminaire en vue de devenir des partenaires aguerris, capables de discuter avec leurs employeurs respectifs. Non sans préciser que cette rencontre rentrait dans le

cadre du plan d'actions conçu lors du séminaire tenu en octobre 2013. Un chemin directeur qui s'étendait jusqu'en 2015 et qui prépare la tenue dans les prochains mois du séminaire régional. Lequel débouchera sur la mise en place du bureau régional des femmes de l'Afrique francophone de la fédération syndicale mondiale



(FSM). A cette occasion, la présidente du comité des femmes, Béatrice Bibalou, a déclaré que le rendez-vous des Acae, véritable cadre de réflexion et d'échanges constructifs, a permis de dégager des perspectives pour mieux appréhender les effets dévastateurs de cette crise au sein des entreprises qui les emploient.

Précisant, au passage, qu'il s'agit d'un pas de plus dans le combat difficile, mais noble, pour aiguïser l'engagement des femmes dans le mouvement ouvrier. Au terme du séminaire qui a duré trois jours, des recommandations, devant être transmises par la suite aux pouvoirs publics pour leur prise en compte, ont été adoptées. Au nombre

de celles-ci, "l'injonction faite au gouvernement de mettre en place une commission tripartite (employeurs, gouvernement et travailleurs) en vue de redéfinir les taux d'augmentation des prix des hydrocarbures, en tenant compte du pouvoir d'achat des Gabonais ; l'annulation pure et simple de cette augmentation, la réparation des erreurs et autres injustices sur les 40% des agents publics n'ayant trouvé satisfaction du nouveau système de rémunération, l'organisation des élections professionnelles, etc."

La crise économique mondiale qui n'épargne aucun pays a déjà occasionné la fermeture de plusieurs entreprises. D'autres ont procédé aux licenciements massifs. Dans tous les cas, les femmes, où qu'elles soient, en entreprises, au marché ou au foyer, demeurent les principales victimes.

Vie des entreprises/Gabon propre service

Des médailles de travail pour 32 agents

LBON

Libreville/Gabon

CEREMONIE de remise de médailles aux agents de Gabon propre service (GPS), le week-end écoulé, au palais Omar Bongo Ondimba. 32 récipiendaires totalisant 10, 20 et 30 ans au sein de l'entreprise, ont été honorés par l'employeur.

En leur décernant la mé-

daille du travail, le secrétaire général du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Bonjean Ibouanga a d'abord fait l'éloge de ces parcours professionnels élogieux avant de saluer l'attachement des responsables de l'entreprise au respect scrupuleux de la législation du travail en vigueur dans notre pays. S'adressant aux médaillés, le représentant du ministre du Travail leur a rendu un



Récipiendaires et officiels immortalisant ces instants de bonheur.

hommage mérité pour leur remarquable performance au sein de leur environnement de travail en accomplissant convenablement leur mission de rendre attractifs leurs lieux de service. "Je vous demande donc de continuer à servir de modèle aux générations futures et de participer à votre manière au développement de notre pays", a déclaré Bonjean Ibouanga dont l'intervention a été précédée de celles du fondateur, Mor-

gan Auzanneau, de la directrice générale de Gabon propre service, Yolande Berjean et du chef du personnel, Toussaint Ndong Essono. Tous ces dirigeants ont d'une même voix fait une exhortation à la poursuite de l'élan de dynamisme qui caractérise les récipiendaires, puisque porteur de plusieurs opportunités et d'espoir pour nos populations et partant de l'économie nationale.